

unité départementale du Finistère

Quimper, le **10 FEV. 2023**

2 rue de Kerivoal - CS 83037  
29334 QUIMPER CEDEX

[www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr](http://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **APAC 29**

ZA de Ty Hémon  
29190 LOTHEY

Références : ENV-D-23. 0095

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2023 dans l'établissement APAC 29 implantée sur la zone artisanale de Ty Hémon à LOTHEY. Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APAC 29
- ZA de Ty Hémon 29190 LOTHEY
- Code AIOT dans GUN : 0005516611
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non
- IED : Non

La société APAC29 est autorisée à exploiter, par l'arrêté préfectoral 27 janvier 2010, des activités de scierie et dépôt de bois, ainsi qu'une installation de traitement du bois par immersion.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
2	Analyse de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.4.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Détecteur de niveau/Activité de traitement de bois	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.6	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
11	Système d'aspiration sciures	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 7.1	Mise en demeure, respect de prescription	

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Nature des suites administratives susceptibles d'être proposées à défaut de réponse de l'exploitant	Proposition de délais
1	Analyse des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Confinement	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 2.1.1		15 jours
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 7.5.2		2 mois
6	Vérification Étanchéité/Activité de traitement de bois	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.5		
9	Détecteur de niveau/Activité de traitement de bois	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.6		

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
5	Étanchéité/Activité de traitement de bois	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.4
7	Egouttage/Activité de traitement de bois	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.6
10	STOCKAGE/rétention	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.4.2

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de notre visite et du constat développé ci-dessus, l'inspection a mis en évidence 3 non-conformités et 6 observations. Les écarts les plus significatifs visent :

- les vérifications des moyens de prévention des incidents ;
- le contrôle de la qualité des eaux souterraines et des eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Analyse des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Elles sont collectées et évacuées dans le milieu naturel, sous réserve de respecter au droit du rejet, les valeurs limites ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• hydrocarbures totaux (NF-T 90.114) : 5 mg/l ;</li> <li>• DCO (NF-T 90.101) : 125 mg/l ;</li> <li>• MES (NF-EN 872) : 35 mg/l.</li> </ul>
<b>Constats :</b> D'après le dossier de demande d'autorisation de 2009 version C, les eaux pluviales ruisselant sur les voiries et les zones stabilisées sont collectées puis acheminées vers un bassin d'orage de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 160 m<sup>3</sup> au niveau de l'atelier palettes ;</li> <li>• 300 m<sup>3</sup> au niveau de la scierie.</li> </ul> Les eaux rejoignent ensuite un séparateur à hydrocarbures avant d'être envoyées vers le fossé longeant la route départementale. <p>Le jour du contrôle, l'IIC a constaté la présence d'un seul bassin (celui situé au niveau de l'atelier palettes). D'après le plan que l'exploitant a transmis par courriel le 23 janvier 2023 à l'IIC :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le volume du bassin est de 460 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• les eaux pluviales au niveau de la scierie transitent vers ce bassin.</li> </ul> <p>L'exploitant a déclaré que les eaux pluviales n'étaient pas analysées et que le séparateur à hydrocarbures n'avait jamais été nettoyé. En présence de l'exploitant, l'IIC n'a pas pu constater la présence du point de rejet des eaux pluviales au niveau du fossé.</p>
<b>Observation 2023-1 :</b> Il appartient à l'exploitant de contrôler la qualité du rejet des eaux pluviales. Une description technique du point de rejet devra être transmise à l'IIC.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.

## N° 2 : Analyse de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse de la qualité des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Deux fois par an – une en période hautes eaux et une en période basses eaux – l'exploitant : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• procède à une analyse de l'eau de la nappe sous-jacente – en particulier vis-à-vis des composants du produit de préservation des bois.</li> </ul> <p>Les résultats de ces mesures sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées, dans un délai maximal de deux mois. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous moyens utiles (notamment le piézomètre implanté en amont de ses installations) si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'Inspecteur des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré ne pas effectuer de contrôle de la qualité des eaux souterraines. Il a précisé que le volume de bois traité était minime. <p>Par courriel en date du 23 janvier 2023, l'exploitant a transmis à l'IIC la quantité de bois traité depuis 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2020 : 173 m<sup>3</sup></li> <li>• 2021 : 179 m<sup>3</sup></li> <li>• 2022 : 45 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>et a précisé que la production de bois de la scierie est supérieure à 7000 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>L'IIC a constaté la présence de deux piézomètres. En présence de l'exploitant, le troisième n'a pas été retrouvé du fait de la présence de végétation.</p>
<b>Non-conformité 2023-1 :</b> Il appartient à l'exploitant, même si les quantités de bois traitées sont minimales par rapport à la production de bois, de faire analyser les eaux souterraines prélevées dans trois ouvrages implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation.
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

### N° 3 : Confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>• prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé ou la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</li> </ul>
<b>Constats :</b> D'après le dossier de demande d'autorisation de 2009 version C, des vannes entre les bassins et les séparateurs d'hydrocarbures et entre ces séparateurs et les fossés permettent d'obturer les circuits pour contenir les eaux d'un éventuel incendie dans les bassins de rétention.  Au niveau du bassin d'orage situé au niveau de l'atelier palettes, l'IIC a constaté : <ul style="list-style-type: none"> <li>• que la zone est clôturée et fermée à l'aide d'un cadenas ; cependant une partie de la clôture (côté atelier palettes) a été déformée par les engins et ne permet plus d'assurer sa fonction (notamment vis à vis des prévention de chutes) ;</li> <li>• la présence d'un piézomètre dans la zone clôturée ;</li> <li>• que le bassin est rempli de végétation et n'assure donc plus sa fonction de bassin de confinement ;</li> <li>• la présence de ronces au sol rendant la vanne indisponible au vu de la difficulté d'accès.</li> </ul> L'exploitant a précisé que le responsable maintenance est chargé de fermer la vanne en cas incendie. L'exploitant n'a pas réussi à la manoeuvrer.
<b>Observation 2023-2 :</b> Il appartient à l'exploitant d'engager les actions requises pour justifier la disponibilité des moyens de confinement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.

### N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
<b>Constats :</b> D'après le dossier de demande d'autorisation de 2009 version C, les moyens d'intervention sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• extincteurs ;</li> <li>• système de désenfumage (scierie) ;</li> <li>• RIA ;</li> <li>• 1 poteau incendie (à proximité immédiate de l'usine : 87 m³/h).</li> </ul> L'exploitant a déclaré que les extincteurs et les RIA sont contrôlés par la société DESAUTEL. Il a mis à la disposition de l'IIC le dernier rapport de contrôle du 13/07/2022. D'après le rapport, du matériel devait être changé. L'exploitant a déclaré avoir effectué les remplacements.  L'exploitant a déclaré : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ne pas contrôler le système de désenfumage.</li> <li>• que le poteau incendie situé à proximité immédiate de l'usine a été contrôlé en 2008.</li> </ul>
<b>Observation 2023-3 :</b> Il appartient à l'exploitant, d'une part de faire contrôler le système de désenfumage et le débit du poteau incendie et, d'autre part de fixer le programme d'essais périodiques de ces équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.

## N° 5 : Étanchéité/Activité de traitement de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étanchéité/Activité de traitement de bois
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation de traitement des bois (conteneur de stockage de produit concentré, bacs de trempage, rétentions associées, aire d'égouttage des bois, etc...) est intégralement située à l'abri des intempéries, sur un sol étanche et permettant une rétention [...].</p> <p>Le bac de traitement doit pouvoir être facilement inspectés et être associé à une rétention d'un volume au moins égal à 100 % de sa capacité.</p> <p>La rétention doit être parfaitement étanche, constamment libre de tout produit liquide, déchets de bois, de boues, etc. et capable de résister à la pression du produit de traitement contenu. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'IIC a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'installation de traitement de bois est située dans un bâtiment à l'abri des intempéries sur un sol étanche. La zone de rétention est située derrière le bac de traitement, elle est assurée par la présence de parpaings le long des murs sur une certaine hauteur ; les éventuelles fuites de liquide s'écoulent vers la rétention par gravité ;</li> <li>• le bac de traitement peut être facilement inspecté et est associé à une rétention qui, le jour du contrôle était libre de tout produit liquide, déchets de bois, de boues, etc;</li> <li>• le cuve de 1000 l contenant le produit Xylophène EX 2002 (contenant les pesticides suivants : propiconazole ; cyperméthrine ; tebuconazole ; IPBC) est situé au dessus de la rétention.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Vérification Étanchéité/Activité de traitement de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification Étanchéité/Activité de traitement de bois
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'installation doit satisfaire, au moins une fois par an, à une vérification d'étanchéité : bac de traitement et rétentions. Cette vérification, qui peut être visuelle, est renouvelée après toute réparation notable [...]</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré ne pas vérifier l'étanchéité du bac de traitement et de sa rétention.
<b>Observation 2023-4 :</b> Il appartient à l'exploitant de vérifier annuellement l'étanchéité du bac de traitement et de sa rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.

## N° 7 : Egouttage/Activité de traitement de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Egouttage/Activité de traitement de bois
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'égouttage principal des bois traités doit être réalisé au dessus des bacs de traitement. Sa durée doit être suffisante et adaptée aux caractéristiques du produit de traitement et du bois utilisé.</p> <p>L'égouttage secondaire des bois traités se fait sur une aire étanche permettant de collecter les égouttures. Sa durée doit être également suffisante. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'IIC a constaté que l'aire du bâtiment abritant l'installation de traitement de bois est étanche et est capable de collecter les égouttures.</p> <p>L'exploitant a déclaré que l'égouttage principal est effectué au dessus du bac de traitement (durée de l'égouttage programmée par la machine) et que l'égouttage secondaire est effectué à proximité du bac sur une aire étanche sous abri.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Réserve de sciure/Activité de traitement de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve de sciure/Activité de traitement de bois
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Une réserve de sciure ou de produit(s) absorbant(s) est toujours disponible à proximité de l'installation afin de neutraliser/absorber les éventuelles égouttures ou fuites. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant peut récupérer les sciures stockées dans une zone située à environ 90 mètres de l'installation de traitement de bois.</p> <p>Il n'y a pas de réserve de sciure à proximité immédiate de l'installation de traitement de bois.</p>
<b>Observation 2023-5 :</b> Il appartient à l'exploitant de placer à proximité du bac de traitement une réserve de sciure de bois afin de neutraliser/absorber les éventuelles égouttures ou fuites.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.

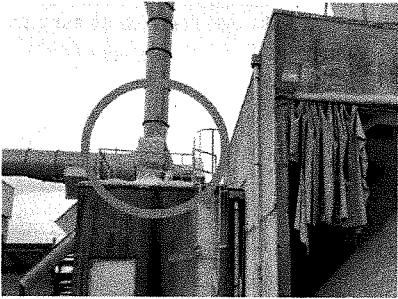
## N° 9 : Détecteur de niveau/Activité de traitement de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteur de niveau/Activité de traitement de bois
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur de liquide dans les bacs de traitement ne doit pas dépasser un certain niveau empêchant tout débordement lors de l'immersion des bois.</p> <p>En outre, un détecteur de niveau haut est installé sur chaque bac de traitement. Son déclenchement entraîne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'arrêt automatique des opérations de remplissage,</li> <li>• l'arrêt de la descente et la remontée de la pile en cours d'immersion,</li> <li>• l'activation d'une alarme sonore. [...]</li> </ul> <p>La rétention associée au bac de traitement est équipée d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclenchant une alarme visuelle ou sonore.</p>
<p><b>Constats :</b> L'IIC a constaté la présence du détecteur de niveau du bac de traitement.</p> <p>Elle a demandé à l'exploitant d'activer le détecteur afin de vérifier le fonctionnement des automatismes de protection. L'exploitant n'a pas pu l'activer et a déclaré que le détecteur n'avait jamais été contrôlé. Il n'a pas pu indiquer à l'IIC quel était le dispositif de sécurité de la rétention.</p>
<b>Non-conformité n°2023-2 :</b> Il appartient à l'exploitant de corriger les écarts constatés.
<b>Type de suites proposées :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## N° 10 : Stockage/rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage/rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré que les produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés dans le bâtiment abritant l'installation de traitement de bois. L'IIC a constaté que des produits sont stockés dans ce bâtiment qui est sur rétention.</p> <p>L'IIC a vérifié que la cuve de fuel de 1000 L, localisée dans un local situé à proximité du bâtiment de stockage de sciure, est double peau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 11 : Système d'aspiration sciures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'aspiration sciures
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inflammation des sciures dans le système d'aspiration peut être à l'origine d'un incendie. L'IIC a constaté la présence d'une accumulation de sciures au niveau du système d'aspiration (voir photo jointe) situé entre la scierie et la zone de stockage des sciures.</p>

<b>Non-conformité 2023-3 :</b> Il appartient à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner le système d'aspiration.
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ANNEXE**

Arrêté N°..... du ....

**PROJET D'ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE**  
**Société APAC 29**  
**Zone artisanale de Ty Hémon à LOTHEY**

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2010 autorisant et réglementant l'établissement spécialisé dans les activités de scierie, dépôt de bois et traitement du bois, exploité par la société APAC 29 Industries située zone artisanale de Ty Hémon 29190 LOTHEY ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation d'exploiter version C déposée par la société APAC 29 en 2009, et plus particulièrement le chapitre concernant l'analyse des risques ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé ENV-D-23 en date du ..... adressé à la société APAC29 le ..... ;
- VU** Les observations/l'absence d'observations de l'exploitant ;

- CONSIDERANT** l'article 4.4.5 de l'arrêté 27 janvier 2010 susvisé qui impose à l'exploitant de procéder, deux fois par an, à une analyse de l'eau de la nappe sous-jacente ;
- CONSIDERANT** que lors du contrôle du 20 janvier 2023, l'exploitant a déclaré ne pas effectuer de contrôle de la qualité des eaux souterraines ; un des trois piézomètres n'a pas été retrouvé ;
- CONSIDERANT** que la qualité des eaux souterraines n'est pas contrôlée et que l'état du troisième piézomètre n'est pas connu ;
- CONSIDERANT** l'article 7.1 de l'arrêté 27 janvier 2010 susvisé qui impose à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences ;
- CONSIDERANT** lors du contrôle du 20 janvier 2023, l'Inspection des Installations Classées a constaté la présence d'une accumulation de sciures au niveau du système d'aspiration situé entre la scierie et la zone de stockage des sciures ;
- CONSIDERANT** que d'après l'analyse des risques de 2009 susvisée, ce phénomène peut entraîner l'inflammation des sciures dans le système d'aspiration et être à l'origine d'un incendie ;
- CONSIDERANT** l'article 8.6 de l'arrêté 27 janvier 2010 susvisé qui impose à l'exploitant de mettre en place un détecteur de niveau haut sur chaque bac de traitement et d'équiper la rétention associée au bac de traitement d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclenchant une alarme visuelle ou sonore ;
- CONSIDERANT** que lors du contrôle du 20 janvier 2023, l'exploitant n'a pas pu :
- justifier du fonctionnement du détecteur situé sur le bac de traitement ;
  - indiquer quel était le dispositif de sécurité de la rétention ;

- CONSIDERANT** les dispositifs de sécurité ne sont pas maîtrisés pour empêcher un éventuel débordement du bac de traitement ou de la rétention ;
- CONSIDÉRANT** que face à cette situation et eu égard à l'importance des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société APAC 29 de respecter les dispositions des articles 4.4.5, 7.1 et 8.6 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** la nécessité de prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter les dangers ou les inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Finistère**

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du FINISTERE ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

La société APAC 29, exploitant un établissement spécialisé dans la fabrication d'aliments pour le bétail, située sur la zone artisanale de Ty Hémon à LOTHEY, est tenue de respecter les dispositions mentionnées à l'article 2.

**Article 2 :**

La société APAC 29 est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article :

- 4.4.5 de l'arrêté 27 janvier 2010 susvisé relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines, sous un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- 7.1 de l'arrêté 27 janvier 2010 susvisé relatif au nettoyage du système d'aspiration situé entre la scierie et la zone de stockage des sciures, sous un délai maximal de quinze jours à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- 8.6 de l'arrêté 27 janvier 2010 susvisé relatif aux dispositifs de sécurité, sous un délai maximal de quinze jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 3**

Dans le cas où une des obligations prévues au présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, ce dernier s'expose à une ou plusieurs des mesures et sanctions administratives mentionnées au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

**Article 4**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement en sa qualité d'inspecteur des installations classées et le directeur de la société APAC 29 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié ce jour à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Lothey.

Le Préfet,  
Philippe MAHÉ